

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 22 juillet 2024

Régional

Publication du rapport biennal 2024 sur la mise en œuvre de l'AGOA

Selon le rapport biennal 2024 sur la mise en œuvre de l'AGOA (*African Growth And Opportunity Act*), le total des échanges bilatéraux de marchandises entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne s'est élevé à 47,5 Md USD en 2023, contre 49,8 Md USD en 2022. Les exportations de biens des États-Unis vers l'Afrique subsaharienne s'élevaient à 18,2 Md USD en 2023, soit une baisse de 1,6 % par rapport à 2022. Les importations américaines sous l'AGOA totalisaient 9,7 Md USD en 2023 contre 10,3 Md USD en 2022. Au niveau régional, le Kenya (510 MUSD) et Madagascar (339 MUSD) sont les plus grands exportateurs vers les États-Unis en 2023. Concernants les IDEs, l'île Maurice (7,0 Md USD) est la première destination des IDEs en provenance des États-Unis.

Burundi

Subvention de l'AFD de 10 MEUR pour financer la réhabilitation et l'extension du réseau électrique au Burundi

Un accord pour une subvention de 10 MEUR, visant à financer la première phase du programme d'accès universel à l'électricité au Burundi, a été signé le 19 juillet 2024 entre l'AFD et le ministère des Finances, du Budget et de la Planification Économique. Outre l'AFD, ce projet est cofinancé par la Banque Mondiale (BM), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Union Européenne (UE), pour un total de près de 100 M euros. Cette subvention contribue à soutenir le Burundi dans son objectif d'atteindre un taux d'accès à l'électricité de 70 % d'ici 2030 et de 100 % en 2040. Outre la réhabilitation du réseau électrique de Bujumbura et l'extension des lignes électriques à l'intérieur du pays, ce projet a également pour objectif de créer des emplois durables dans la construction et l'exploitation de ces infrastructures.

Comores

Prévisions de croissance du PIB de + 3,8 % en 2024

Alors que la croissance des Comores a été de +3,3 % en 2023, alimentée par le secteur tertiaire (+3,6 % en 2023), primaire (+2,9 %) et secondaire (+2,5 %), la Banque centrale des Comores (BCC) table sur une croissance de +3,8 % en 2024. La croissance du secteur primaire est prévue à hauteur de +3,5 %, soutenue par les mesures du gouvernement dans l'agriculture (distribution d'intrants en semences et de tracteurs aux agriculteurs) et dans l'élevage. Les projets PIDC (Programme Intégré de Développement des chaînes de valeurs et de la Compétitivité) et PREFER (Projet d'appui à la productivité et à la résilience des exploitations agricoles familiales) devraient également dynamiser l'économie. Dans le secteur secondaire, l'activité devrait augmenter de +3,1 % avec la poursuite des chantiers de construction et des travaux publics. Parallèlement, le secteur tertiaire maintiendrait sa dynamique avec une croissance prévue de +3,6 % en 2024, alignée sur celle de 2023. En ce qui concerne la demande, la consommation finale devrait se renforcer de +4 % en 2024, soutenue par les prévisions de baisse continue de l'inflation. La croissance des investissements est projetée à +3 %, bénéficiant de la poursuite des grands projets d'infrastructures (routes et la construction de l'hôtel Galawa).

Djibouti

Les travaux du gazoduc éthio-djiboutien seraient sur le point de démarrer

Le gouvernement djiboutien et l'entreprise chinoise GCL se seraient mises d'accord pour lancer les travaux de construction du gazoduc devant relier l'Éthiopie à Djibouti d'ici la fin de l'année 2024, selon le ministère de l'Énergie djiboutien. Une fois terminé, le gazoduc acheminerait le gaz éthiopien depuis la région Somali vers Djibouti, au sein de la future zone économique spéciale (ZES) de Damerjog, où il serait liquéfié avant d'être exporté. Signé en 2019, le projet de gazoduc représente un investissement de plus de 4 Md USD et comprend la construction du gazoduc, d'une usine de liquéfaction et d'un terminal pour gaz liquéfié. L'entreprise chinoise GCL en charge de la construction du gazoduc a obtenu des licences d'exploration et de production de gaz en Éthiopie en 2013 et a déjà réalisé plusieurs forages dans la région Somali, sans être capable de lancer la moindre production à ce jour. La concession que Poly-GCL (filiale du groupe GCL) a signée avec le gouvernement éthiopien a été retirée en 2022 pour non-respect des délais contractuels. Elle aurait ensuite été restaurée en juin 2024 suite à une intervention du gouvernement chinois. Le développement du gazoduc repose sur l'hypothèse de la production effective de ce champ gazier et également sur l'hypothèse d'une sécurisation d'un financement de la dimension requise, actuellement non identifié à ce jour.

Erythrée

Suspension des vols *Ethiopian Airlines* à destination de l'Erythrée

Le ministère érythréen des Transports et de la Communication a annoncé la suspension de tous les vols *Ethiopian Airlines* à destination de l'Erythrée en raison de l'absence de réponse de la compagnie aérienne aux demandes du gouvernement. Le gouvernement érythréen aurait fait des demandes de rectification des « pratiques commerciales malveillantes » de la compagnie, parmi lesquelles des vols et dommages aux bagages des passagers, des retards prolongés

et des hausses de prix injustifiées. La suspension entrera en vigueur le 30 septembre 2024.

Ethiopie

L'Éthiopie conclut un accord de *swap* de devises avec les Émirats arabes unis

Les Banques centrales éthiopienne (NBE) et émirienne (CBUAE) ont signé un accord de *swap* de devises et des protocoles d'accord visant à promouvoir l'utilisation extraterritoriale de leurs monnaies nationales dans le cadre des transactions commerciales entre les deux pays. Ainsi, la CBUAE et la NBE pourront échanger jusqu'à 3 Md AED et 46 Md ETB, soit l'équivalent de 800 MUSD. L'ouverture d'une ligne de *swap* avec les Émirats arabes unis permettra à l'Éthiopie de disposer d'une facilité d'accès à une devise étrangère forte (adossée à l'USD) et de diversifier son panier de devises en réserves. Cette facilité d'accès à une devise étrangère est très importante pour l'Éthiopie, alors que la pénurie de devises constitue un frein structurel pour le pays et que les Émirats, hub de réexportation, constituent l'un des principaux fournisseurs du pays. Il est à noter également qu'une partie du commerce extérieur éthiopien est traitée – parfois *offshorisée* – aux Émirats et que cet accord pourrait faciliter la régularisation de ces flux. Cet accord de *swap* octroyé par les Émirats permet à la monarchie pétrolière de renforcer son influence en Éthiopie et vient s'ajouter à diverses modalités de soutien au gouvernement.

ATR s'allie avec *Ethiopian Airlines* pour sa maintenance régionale

La PDG de l'avionneur franco-italien ATR et le CEO d'*Ethiopian Airlines* ont signé lors du salon aérien international de Farnborough une lettre d'intention visant à établir un partenariat dans le domaine de la maintenance. ATR, leader mondial de l'aviation régionale, s'est plus précisément engagé avec *Ethiopian MRO*, filiale de maintenance du groupe éthiopien. La lettre d'intention prévoit qu'ATR concentre dans le site de l'aéroport de Bolé la maintenance de la flotte d'ATR exploitée en Afrique et au Moyen Orient, soit 131 appareils opérés par 36 compagnies. Elle y installera également un stock de pièces détachées pour répondre de façon plus souple à la demande régionale. Elle pourrait en outre explorer la possibilité d'un centre de formation au pilotage de ses appareils. Ce choix stratégique, alors qu'*Ethiopian Airlines* n'est pas elle-même cliente d'ATR, devrait assoir un peu plus le rayonnement continental de la compagnie éthiopienne, notamment dans le domaine de la maintenance et la formation.

Les transferts de fond de la diaspora atteignent 6 Md USD sur FY 2023/24, en hausse de +50 % par rapport à l'année précédente

L'Éthiopie a reçu 6 Md USD sur 2023/24 grâce aux envois de fonds de la diaspora et des travailleurs migrants (majoritairement des femmes) au Moyen-Orient. En forte hausse par rapport à l'année précédente (+50 %), les envois de fonds en devises étrangères sont cruciaux pour maintenir à flot les réserves de change de la Banque centrale (NBE) et ainsi stabiliser l'économie éthiopienne. Alors que les envois de fonds représentaient en moyenne 4 Md USD sur les dernières années (un montant équivalent à celui des exportations de biens), cette hausse soudaine coïncide avec une multiplication des accords bilatéraux signés avec les pays du Golfe destinés à envoyer des employés domestiques vers ces pays. En effet, des centaines de

milliers d'Éthiopiennes sont fortement encouragées à aller travailler dans le Golfe et leurs salaires constituent une source importante de devises pour l'Éthiopie.

Kenya

Signature de la convention de financement du projet *Seven Forks* entre l'AFD et Kengen

La convention de financement du projet *Seven Forks* a été signée ce lundi 15 juillet en présence de l'Ambassadeur de France au Kenya, S.E. Arnaud Suquet. Ce projet, financé à hauteur de 60 MEUR par l'AFD, vise à la construction d'une centrale photovoltaïque d'une puissance de 42,5 MW dans le comté d'Embu. En plus de la conception, de la fourniture des équipements et de la construction des infrastructures, le projet vise également à mettre en place un système pilote de stockage d'électricité par batteries et à prodiguer une assistance technique à destination des cadres de Kengen, l'entreprise publique kenyane de génération d'électricité. Le projet est un exemple concret de la priorité donnée par la France et le Kenya à la transition énergétique, alors que la France était déjà la premier bailleur bilatéral dans le secteur de l'énergie au Kenya. Via les conditions favorables de financement non-souverain de l'AFD, le projet permet également d'afficher un tarif de sortie de l'électricité le moins cher à ce jour au Kenya pour un projet solaire photovoltaïque.

Le Président W.Ruto nomme un nouveau gouvernement et tente d'apaiser la situation politique

Ce mercredi, le Président W. Ruto a nommé 20 ministres (*cabinet secretary*) dont les nominations doivent encore être confirmées lors d'auditions au Parlement entre le 1^{er} et le 4 août. Onze d'entre eux sont issus du dernier gouvernement dissous début juillet. 4 des nouveaux *Cabinet secretary* sont issus, à titre individuel, du principal parti d'opposition, le *Orange Democratic Movement* (ODM), de l'ancien Premier ministre R. Odinga. Cette recomposition du gouvernement qui intègre des membres de l'opposition est perçue comme un signe d'apaisement de la part du Président W.Ruto, bien que les tensions restent vives avec les manifestants. Le poste de *Cabinet secretary for National Treasury* (eq. ministre des Finances) est dorénavant occupé par John Mbadi, premier Luo de l'histoire du Kenya à occuper ce poste et issu du parti ODM. Cet ancien député, peu connu du grand public, était responsable au Parlement de représenter les intérêts des travailleurs en tant que *nominated MP*.

L'impact des récentes intempéries sur la croissance kényane estimé à 0,3 % pdp en 2024

Conséquence des fortes précipitations qui ont frappé le Kenya de mars à mai 2024, la croissance économique pour l'année 2024 devrait être inférieure de 0,3 point de pourcentage au scénario de base selon *S&P Global*. Concernant les recettes fiscales, le Trésor kenyan anticipe également une collecte au S1 2024 inférieure de 9,7 % à l'objectif fixé. Autre conséquence de ces fortes intempéries, la hausse des importations qui devrait porter le déficit courant à 5,6% du PIB en 2024. Un creusement du déficit courant qui pourrait affecter le cours du shilling kenyan au S2 2024, et qui devrait en conséquence pousser la CBK à ralentir le rythme de son assouplissement monétaire avec un taux directeur désormais anticipé à 13 % fin 2024, contre 10 % initialement anticipé et 13 % actuellement.

Madagascar

Soumission d'un plan de redressement du directeur de la *Jirama* au gouvernement malgache

La compagnie nationale de production et de distribution d'eau et d'électricité *Jirama* a présenté le 16 juillet son plan de redressement, par l'intermédiaire de son directeur général, Ron Weiss. Il impliquerait une réorganisation interne incluant la désignation de coordinateurs chargés de superviser des secteurs clés tels que la production d'électricité et d'eau, les finances et les carburants. Le Directeur général de la société d'Etat prévoit également des investissements pour moderniser les infrastructures vieillissantes. En parallèle, des projets d'énergie solaire et hydraulique seraient également en cours afin de diversifier les sources d'énergie et ainsi améliorer la fiabilité du réseau. Enfin, sur le plan financier, le Directeur de la *Jirama* s'est engagé à réduire la dette de la compagnie estimée à 1500 Mds MGA (305 MEUR) en diminuant les coûts de production, par le biais de la transition vers des sources d'énergie renouvelables plus économiques que la production à partir de produits pétroliers.

Maurice

Hausse du trafic de marchandises par cargo à 7,64 Mt, mais baisse du trafic de conteneurs à 407 825 EVPs

D'après l'Autorité portuaire de Maurice (MPA), 7,64 Mt de marchandises transportées par cargo sont passées par le port de Maurice en 2022 (+0,5 % par rapport à 2021, mais -10,3 % par rapport à 2019), dont 6,47 Mt (84,6 %) de marchandises importées contre 1,18 Mt exportées (15,4 %). Le trafic de conteneurs a atteint 407 825 EVPs en 2022, soit -6,6 % par rapport à l'année précédente et -13,1 % par rapport à 2019. Le transbordement a représenté 39,2 % de celui-ci, soit 160 009 EVPs. Il y a eu 2 657 mouvements de navires, dont 446 de porte-conteneurs et 764 bateaux de pêches.

Ouganda

L'indice PMI de *Stanbic* au-dessus du seuil des 50 points pour le troisième mois consécutif

Selon l'indice des directeurs d'achat (PMI) de la *Stanbic Bank of Uganda*, le secteur privé ougandais a conclu le mois de juin sur une nouvelle note positive, les entreprises ayant fait part d'une hausse de leur activité dans les principaux secteurs de l'économie. L'indice PMI global s'est maintenu au-dessus du seuil des 50 points pour le 3^{ème} mois consécutif en dépit d'un léger recul à 51,9 en juin, contre 54,1 en mai. *Stanbic* rapporte le maintien d'un climat des affaires favorable, attribuable à la hausse de la production et des nouvelles commandes stimulées par des conditions de demande favorables. Les entreprises ont accru leurs effectifs pour le 15^{ème} mois consécutif pour répondre à la demande croissante. L'enquête indique toutefois une augmentation des coûts de production répercutée sur les prix à la consommation en raison de la hausse des factures d'eau et d'électricité et du coût des loyers.

Rwanda

24 000 nouveaux foyers devraient être raccordés au réseau électrique dans le comté de Ngororero

Le projet d'électrification de Ngororero financé à hauteur de 25 MUSD par l'AFD et la Banque mondiale a démarré en août 2022 et devrait arriver à son terme fin 2024. Il a pour objectif de faire passer le taux de raccordement à l'électricité dans le comté de Ngororero de 57,8% aujourd'hui à 94%. Selon les conclusions du recensement opéré par l'Institut National Statistique du Rwanda (NISR) en 2022, 40% des habitants du comté seraient raccordés à l'électricité, tandis que 39% dépendent de lampe de poche et que 15% s'éclairent au feu de bois. Dans ce contexte, l'accès accru à l'électricité aurait de forts impacts positifs pour le comté et permettrait d'encourager l'implantation d'activités économiques et la création d'emplois.

Seychelles

Signature de deux protocoles pour renforcer la coopération financière et commerciale entre les Banques centrales des Emirats arabes unis et des Seychelles

Khaled Mohamed Balama, gouverneur de la Banque centrale des Émirats arabes unis (CBUAE), et Caroline Abel, gouverneure de la Banque centrale des Seychelles (CBS), ont signé le 19 juillet à Abou Dhabi deux protocoles d'accord. Ces accords visent à promouvoir l'utilisation des monnaies locales dans les transactions financières et commerciales transfrontalières, et à connecter les systèmes de paiement et de messagerie des deux pays. Le premier protocole d'accord a pour but d'établir un cadre destiné à encourager l'utilisation des monnaies locales dans les transactions commerciales bilatérales, à développer le marché des changes, à faciliter le commerce et les investissements bilatéraux, à gérer les transferts de fonds et à renforcer le marché financier. Le second protocole d'accord porte sur le renforcement de la coopération et l'interconnexion des services de plateformes de paiement instantané, des commutateurs électroniques et des systèmes de messagerie.

Somalie

Signature d'un accord de prospection et de production d'hydrocarbures avec la Turquie

La Somalie a signé un accord de prospection et de production d'hydrocarbures avec la Turquie pour trois blocs situés au large des côtes somaliennes. La cérémonie de signature de l'accord s'est tenue à Istanbul, en présence du ministre somalien du Pétrole et des Ressources minérales, Abdirizak Omar Mohamed, et du ministre turc de l'Energie et des Ressources naturelles, Alparslan Bayraktar. En vertu de l'accord, la Turquie aura les droits exclusifs d'exploration et de production d'hydrocarbures dans trois blocs représentant chacun une superficie de 5 000 km². Deux des blocs sont situés à environ 50 km au large et l'autre à 100 km de la côte. Le navire turc d'exploration pétrolière *Oruc Reis* sera envoyé dans les zones désignées à la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre, avec un équipage de 50 personnes et cinq navires de soutien pour la Somalie. Les deux pays prévoient de commencer les forages exploratoires au début de l'année prochaine.

Le Somaliland réaffirme sa souveraineté et défend le protocole d'accord avec l'Éthiopie

Dans une déclaration publiée le mardi 23 juillet 2024, le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale du Somaliland a réaffirmé le statut du Somaliland en tant qu'État souverain et a défendu le protocole d'accord avec l'Éthiopie. La déclaration poursuit en indiquant que Mogadiscio s'emploie à déstabiliser le Somaliland en armant des milices et que les armes à feu tombent entre les mains d'*Al Shabab* et des milices claniques, exacerbant ainsi l'instabilité régionale. Le gouvernement éthiopien a évité de commenter sur le protocole d'accord et rien n'indique que l'accord ait été finalisé malgré l'engagement pris lors de la signature de le finaliser dans un délai d'un mois.

Soudan

Un nouveau cycle de négociations pour un cessez-le-feu à Genève

Des représentants du gouvernement et des RSF ont conclu un nouveau cycle de négociations qui ont eu lieu entre le 11 et le 19 juillet à Genève sous l'égide de l'ONU. Les discussions qui se sont déroulées à proximité se sont concentrées sur un cessez-le-feu visant à protéger les civils et à permettre l'acheminement de l'aide humanitaire vers les zones du conflit. Ces négociations avaient été précédées par une visite de 5 jours à Port Soudan par l'expert désigné pour le Soudan par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, qui avait exhorté les autorités à prendre immédiatement des mesures pour mettre fin aux violations des droits de l'homme et en vue de la protection des civils. Selon, l'envoyé personnel du Secrétaire Général de l'ONU pour le Soudan, Ramtane Lamamra, qui avait rencontré alternativement les deux parties, ces négociations étaient "une première étape encourageante". Par ailleurs, les États-Unis ont invité les deux belligérants à se rencontrer pour des discussions, toujours en Suisse, le 14 août. Celles-ci seraient co-organisées par l'Arabie saoudite et incluraient l'Union africaine, l'Égypte, les Émirats arabes unis et les Nations Unies en tant qu'observateurs.

Soudan du Sud

La BAD accorde 46 MUSD pour la transformation du secteur agro-alimentaire face au changement climatique

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé le 12 juillet dernier l'octroi d'une subvention de 46,2 MUSD au gouvernement pour la mise en œuvre du programme « Transformation des systèmes agro-alimentaires résilients au changement climatique » (CRAFT-1). Cette première phase vise à renforcer la résilience du pays face au changement climatique, à améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Pour cela, plusieurs initiatives seront mises en œuvre dont le déploiement de technologies de production adaptés au climat, le lancement d'entreprises dirigées par des femmes et de jeunes dans les chaînes de valeur prioritaires, la promotion des solutions numériques de conseil agricole et climatique, ainsi que le renforcement des compétences entrepreneuriales en vue de créer davantage d'emplois. Le programme devrait permettre la production supplémentaire de 350 000 tonnes de céréales et 2 450 tonnes de poissons. La BAD anticipe également la création de 200 entreprises agroalimentaires et 179 200 emplois.

Tanzanie

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un nouveau Cadre de partenariat avec la Tanzanie (*Country Partnership Framework CPF, FY 2025-2029*)

Le nouveau CPF de la Tanzanie donne la priorité à plusieurs domaines critiques, notamment le soutien au programme de développement humain de la Tanzanie en fournissant un soutien transformateur dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), ainsi que des programmes de protection sociale adaptés aux crises, en s'appuyant sur la forte dynamique déjà établi par le gouvernement tanzanien. Le CPF soutiendra également l'objectif du gouvernement visant à favoriser un meilleur environnement pour une croissance tirée par le secteur privé en renforçant le soutien aux réformes qui renforcent le climat des affaires, en investissant dans les infrastructures et la connectivité pour faciliter l'activité économique. Le CPF 2018-2022 achevé était axé sur l'augmentation de la productivité et le soutien d'une croissance durable et équitable, l'amélioration du capital humain et la modernisation des institutions publiques.

La Présidente Samia Suluhu Hassan effectue un remaniement ministériel, entraînant la destitution de deux ministres éminents

Nape Nnauye, qui était ministre de l'Information, de la Communication et des Technologies de l'information (TIC), et January Makamba, qui occupait le poste de ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de l'Afrique de l'Est, ont été démis de leurs fonctions. Leurs portefeuilles seront désormais repris par de nouvelles personnes nommées. Jerry Silaa, ancien ministre des Terres, du Logement et du Développement des établissements humains, supervisera désormais le ministre des TIC. L'ambassadeur de Tanzanie en Italie, Mahmoud Thabit Kombo, a été nommé député et assumera le rôle de nouveau ministre des Affaires étrangères. La destitution de Mr. Nnauye intervient peu de temps après la diffusion d'une vidéo dans laquelle il semblait plaisanter sur les mauvaises pratiques électorales, provoquant une large controverse et des appels à sa démission. Son parti, le CCM, s'est distancié de ses propos, soulignant que de telles actions ne sont pas tolérées.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali: Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact: Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr